

Avis officiels

Collège des médiateurs fédéraux

Recrutement d'un directeur temporaire et d'un administrateur temporaire (chargés de mission). Erratum, p. 45.

Ministère des Affaires économiques

Administration de la Qualité de la Sécurité. Service des explosifs. Liste des explosifs reconnus, p. 46. — Office de Contrôle des Assurances. Information d'un transfert de portefeuille souscrit en libre prestation de services entre deux entreprises établies dans un Etat membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique, p. 46.

Ministère des Finances

Administration des contributions directes. Avis aux employeurs et autres débiteurs de revenus soumis au précompte professionnel, p. 46.

Les Publications légales et Avis divers ne sont pas repris dans ce sommaire mais figurent aux pages 103 à 128.

Officiële berichten

College van de Federale Ombudsmannen

Werving van één tijdelijk directeur en één tijdelijk administrateur (opdrachthouders). Erratum, bl. 45.

Ministerie van Economische Zaken

Bestuur Kwaliteit en Veiligheid. Dienst der Springstoffen. Lijst der ambtelijk erkende springstoffen, bl. 46. — Controledienst voor de Verzekeringen. Mededeling van een overdracht van verzekeringsportefeuille onderschreven in vrije dienstverrichting tussen twee ondernemingen gevestigd in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte dan België, bl. 46.

Ministerie van Financiën

Administratie der directe belastingen. Bericht aan de werkgevers en aan de andere schuldenaars van aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen inkomsten, bl. 46.

De Wettelijke Bekendmakingen en Verschillende Berichten worden niet opgenomen in deze inhoudsopgave en bevinden zich van bl. 103 tot bl. 128.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1

[S - C - 98/10046]

30 NOVEMBRE 1998. — Loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire relatives à la procédure en matière de louage de choses et de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'intitulé du chapitre *XVbis* du livre IV de la quatrième partie du Code judiciaire, inséré par la loi du 29 décembre 1983, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Procédure en matière de louage de choses et en matière d'expulsion ».

Art. 3. Il est inséré dans le même chapitre, un article 1344^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 1344^{ter}. § 1^{er}. Le présent article s'applique à toute demande introduite par requête écrite, par citation ou par comparution volontaire, tendant à l'expulsion d'une personne physique qui a conclu un bail à loyer visé à la section II ou à la section IIbis du livre III, titre VIII, chapitre II du Code civil portant sur un bien qui, selon l'acte introductif d'instance, sert de domicile au preneur ou, à défaut de domicile, de résidence.

§ 2. Lorsque la demande est introduite par requête écrite ou par comparution volontaire, le greffier envoie, sauf opposition du preneur conformément au § 4, après un délai de quatre jours suivant l'inscription de l'affaire au rôle général, par quelque procédé de télécommunication que ce soit, à confirmer par simple lettre, une copie de la requête écrite au Centre public d'aide sociale du domicile du preneur ou, à défaut de domicile, au Centre public d'aide sociale de la résidence du preneur.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1

[S - C - 98/10046]

30 NOVEMBER 1998. — Wet tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtspleging inzake huur van goederen en van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen van uitzetting (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk *XVbis* van boek IV van het vierde deel van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 29 december 1983, wordt vervangen als volgt :

« Rechtspleging inzake huur van goederen en inzake uithuiszetting ».

Art. 3. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1344^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1344^{ter}. § 1. Dit artikel is van toepassing op elke vordering ingeleid bij verzoekschrift, bij dagvaarding of bij vrijwillige verschijning waarbij de uithuiszetting wordt gevorderd van een natuurlijk persoon die een huurovereenkomst heeft gesloten als bedoeld in afdeling II of afdeling IIbis van boek III, titel VIII, hoofdstuk II van het Burgerlijk Wetboek, uit een goed dat blijkens de inleidende akte de huurder tot woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, tot verblijfplaats dient.

§ 2. Wanneer de vordering aanhangig wordt gemaakt bij verzoekschrift of bij vrijwillige verschijning, zendt de griffier, behoudens verzet van de huurder zoals bepaald in § 4, na een termijn van vier dagen na de inschrijving op de algemene rol van de vordering tot uithuiszetting, via enige vorm van telecommunicatie, te bevestigen bij gewone brief, een afschrift van het verzoekschrift naar het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, van de verblijfplaats van de huurder.

§ 3. Lorsque la demande est introduite par citation, l'huissier de justice envoie, sauf opposition du preneur conformément au § 4, après un délai de quatre jours suivant la signification de l'exploit, par quelque procédé de télécommunication que ce soit, à confirmer par simple lettre, une copie de la citation au Centre public d'aide sociale du domicile du preneur, ou, à défaut de domicile, au Centre public d'aide sociale de la résidence du preneur.

§ 4. Le preneur peut manifester son opposition à la communication de la copie de l'acte introductif d'instance au Centre public d'aide sociale dans le procès-verbal de comparution volontaire ou auprès du greffe dans un délai de deux jours à partir de la convocation par pli judiciaire ou auprès de l'huissier de justice dans un délai de deux jours à partir de la signification.

La requête écrite ou la citation contient le texte de l'alinéa précédent.

§ 5. Le Centre public d'aide sociale offre, de la manière la plus appropriée, d'apporter son aide dans le cadre de sa mission légale ».

Art. 4. Il est inséré, dans le même chapitre, un article 1344*quater*, rédigé comme suit :

« Art. 1344*quater*. L'expulsion, visée à l'article 1344*ter*, § 1^{er}, ne peut être exécutée en tout état de cause qu'après un délai d'un mois suivant la signification du jugement, à moins que le bailleur ne prouve l'abandon du bien, que les parties n'aient convenu d'un autre délai, cet accord devant être constaté dans le jugement, ou que le juge prolonge ou réduise ce délai à la demande du preneur ou du bailleur qui justifie de circonstances d'une gravité particulière, notamment les possibilités de reloger le preneur dans des conditions suffisantes respectant l'unité, les ressources financières et les besoins de la famille, en particulier pendant l'hiver. Dans ce dernier cas, le juge fixe le délai dans lequel l'expulsion ne peut pas être exécutée, en tenant compte de l'intérêt des deux parties et dans les conditions qu'il détermine.

En tout état de cause, l'huissier doit aviser le preneur ou les occupants du bien de la date effective de l'expulsion en respectant un délai de cinq jours ouvrables ».

Art. 5. Il est inséré, dans le même chapitre, un article 1344*quinquies*, rédigé comme suit :

« Art. 1344*quinquies*. Lors de la signification d'un jugement ordonnant une expulsion, visée à l'article 1344*ter*, § 1^{er}, l'huissier de justice notifie à la personne que les biens qui se trouveront encore dans l'habitation après le délai légal ou le délai fixé par le juge seront mis sur la voie publique à ses frais et, s'ils encombrant la voie publique et que le propriétaire des biens ou ses ayants droit les y laisse, qu'ils seront, également à ses frais, enlevés et conservés durant six mois par l'administration communale, sauf s'il s'agit de biens susceptibles d'une détérioration rapide ou préjudiciables à l'hygiène, à la santé ou à la sécurité publiques. L'huissier de justice mentionne dans l'exploit de signification qu'il a fait cette communication ».

Art. 6. Il est inséré dans le même chapitre, un article 1344*sexies*, rédigé comme suit :

« Art. 1344*sexies*. § 1^{er}. Lors de la signification d'un jugement ordonnant une expulsion autre que visée dans l'article 1344*quinquies*, l'huissier de justice envoie, sauf opposition conformément au § 2, dans un délai de quatre jours à partir de la signification du jugement, par simple lettre, une copie du jugement au Centre public d'aide sociale du lieu où le bien se situe.

§ 2. La personne dont l'expulsion est ordonnée peut, dans un délai de deux jours à partir de la signification du jugement, manifester son opposition à la communication du jugement au Centre public d'aide sociale auprès de l'huissier de justice.

L'exploit contient le texte de l'alinéa précédent.

§ 3. Le Centre public d'aide sociale offre, de la manière la plus appropriée, d'apporter son aide dans le cadre de sa mission légale ».

Art. 7. A l'article 2 de la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Le propriétaire des biens enlevés, visés à l'alinéa précédent, peut obtenir à sa demande, gratuitement, de l'administration communale un extrait de ce registre avec l'indication de ses biens qui ont été enlevés »;

§ 3. Wanneer de vordering aanhangig wordt gemaakt bij dagvaarding, zendt de gerechtsdeurwaarder, behoudens verzet van de huurder zoals bepaald in § 4, na een termijn van vier dagen na de betekening van het exploit, via enige vorm van telecommunicatie, te bevestigen bij gewone brief, een afschrift van de dagvaarding naar het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, van de verblijfplaats van de huurder.

§ 4. De huurder kan in het proces-verbaal van vrijwillige verschijning of bij de griffie binnen een termijn van twee dagen na de oproeping bij gerechtsbrief, of bij de gerechtsdeurwaarder binnen een termijn van twee dagen na de betekening, zijn verzet kenbaar maken tegen de mededeling aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van het afschrift van de inleidende akte.

Het verzoekschrift of de dagvaarding vermeldt de tekst van het vorige lid.

§ 5. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn biedt, op de meest aangewezen wijze, aan om, binnen zijn wettelijke opdracht, hulp te bieden ».

Art. 4. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1344*quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1344*quater*. De uithuiszetting, bedoeld in artikel 1344*ter*, § 1, kan in ieder geval niet ten uitvoer worden gelegd dan na verloop van een termijn van één maand na de betekening van het vonnis, tenzij de verhuurder het bewijs levert dat het goed verlaten is, tenzij partijen een andere termijn overeenkwamen en dit akkoord in het vonnis werd opgenomen of tenzij de rechter op verzoek van de huurder of de verhuurder die het bewijs levert van uitzonderlijk ernstige omstandigheden, onder meer de mogelijkheden van de huurder om opnieuw gehuisvest te worden in dusdanige omstandigheden dat geen afbreuk wordt gedaan aan de eenheid, de financiële middelen en de behoeften van het gezin en dit in het bijzonder gedurende de winterperiode, deze termijn verlengt of inkort. In dit laatste geval stelt de rechter, rekening houdend met de belangen van de twee partijen en onder de voorwaarden die hij bepaalt, de termijn vast gedurende welke de uithuiszetting niet kan worden uitgevoerd.

De gerechtsdeurwaarder moet de huurder of de bewoners van het goed in ieder geval ten minste vijf werkdagen van tevoren op de hoogte brengen van de werkelijke datum van de uithuiszetting ».

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1344*quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1344*quinquies*. Bij de betekening van een vonnis tot uithuiszetting, als bedoeld in artikel 1344*ter*, § 1, deelt de gerechtsdeurwaarder aan de persoon mee dat de goederen, die zich na verloop van de wettelijke of van de door de rechter bepaalde termijn nog in de woning zouden bevinden, op zijn kosten op de openbare weg zullen worden gezet en, wanneer zij de openbare weg belemmeren en de eigenaar van de goederen of zijn rechtverkrijgenden die daar achterlaat, door het gemeentebestuur eveneens op zijn kosten zullen worden weggehaald en gedurende een termijn van zes maanden zullen worden bewaard tenzij het gaat om goederen die aan snel bederf onderhevig zijn of schadelijk zijn voor de openbare hygiëne, gezondheid of veiligheid. De gerechtsdeurwaarder bevestigt deze mededeling in het exploit van betekening ».

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 1344*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1344*sexies*. § 1. Bij de betekening van elk ander vonnis tot uithuiszetting dan bedoeld in artikel 1344*quinquies*, zendt de gerechtsdeurwaarder, behoudens verzet zoals bepaald in § 2, na een termijn van vier dagen na de betekening van het vonnis, bij gewone brief, een afschrift van het vonnis naar het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de plaats waar het goed gelegen is.

§ 2. De persoon wiens uithuiszetting is bevolen kan, binnen een termijn van twee dagen vanaf de betekening van het vonnis, bij de gerechtsdeurwaarder zijn verzet kenbaar maken tegen de mededeling van het vonnis aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

Het exploit vermeldt de tekst van het vorige lid.

§ 3. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn biedt, op de meest aangewezen wijze, aan om, binnen zijn wettelijke opdracht, hulp te bieden ».

Art. 7. In artikel 2 van de wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« De eigenaar van de in het vorige lid bedoelde weggenomen goederen kan op zijn verzoek kosteloos van het gemeentebestuur een uittreksel uit dat register verkrijgen met vermelding van zijn weggenomen goederen »;

2° il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Les communes sont responsables de la conservation des biens qu'elles ont reçus ou fait enlever conformément aux règles du dépôt nécessaire ».

Art. 8. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Les administrations communales peuvent mettre à la charge du propriétaire ou de ses ayants droit les frais qu'elles ont exposés pour l'enlèvement et la conservation des biens. Sauf pour les biens, visés à l'article 1408, § 1^{er}, du Code judiciaire, elles peuvent subordonner la restitution des biens ou du produit de leur vente, avant l'expiration des délais fixés à l'article 2, au paiement préalable de ces frais ».

Art. 9. Les articles 2 à 6 de la présente loi sont applicables à toute demande d'expulsion, visée à l'article 1344ter, § 1^{er}, du Code judiciaire, introduite après son entrée en vigueur.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Références parlementaires :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, 1157-96/97, n° 1. — Amendements, 1157-96/97, n°s 2 à 7. — Rapport, 1157-96/97, n° 8. — Texte adopté par la commission, 1157-96/97, n° 9. — Amendement, 1157-96/97, n° 10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 1157-96/97, n° 11.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 25 et 26 mars 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 1-1023-1997/1998, n° 1. — Evocation le 23 avril 1998. — Amendements, 1-1023-1997/1998, n°s 2 et 3. — Rapport, 1-1023-1997/1998, n° 4. — Texte adopté par la commission, 1-1023-1997/1998, n° 5. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, 1-1023-1997/1998, n° 6. — Décisions de la commission parlementaire de concertation, 1-82/32.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 15 et 16 juillet 1998.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, 1157-96/97, n° 12. — Amendements, 1157-96/97, n°s 13 à 15. — Rapport, 1157-96/97, n° 16. — Texte adopté par la commission, 1157-96/97, n° 17. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 1157-96/97, n° 18.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 28 et 29 octobre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, 1-1023-1997/1998, n° 7. — Rapport, 1-1023-1997/1998, n° 8. — Texte adopté par la commission, 1-1023-1997/1998, n° 9. — Décision de se rallier au projet réamendé par la Chambre des représentants, 1-1023-1997/1998, n° 10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 19 novembre 1998.

2° een vijfde lid wordt ingevoegd, luidende :

« De gemeenten zijn aansprakelijk voor de bewaring van de goederen die zij hebben ontvangen of weggehaald overeenkomstig de bepalingen van de bewaargeving uit noodzaak ».

Art. 8. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De gemeentebesturen mogen de kosten die zij gemaakt hebben voor het weghalen en bewaren van de goederen aanrekenen aan de eigenaar of zijn rechtverkrijgenden. Ze kunnen de teruggave van de goederen, met uitzondering van die waarvan sprake is in artikel 1408, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, of de teruggave van de opbrengst van de verkoop daarvan, vóór het verstrijken van de in artikel 2 gestelde termijnen, afhankelijk stellen van de voorafgaande betaling van die kosten ».

Art. 9. De artikelen 2 tot 6 van deze wet zijn van toepassing op elke vordering tot uithuiszetting, bedoeld in artikel 1344ter, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek, ingeleid na de inwerkingtreding ervan.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Wetsontwerp 1157-96/97, nr. 1. — Amendementen, 1157-96/97, nrs. 2 tot 7. — Verslag, 1157-96/97, nr. 8. — Tekst aangenomen door de commissie, 1157-96/97, nr. 9. — Amendement, 1157-96/97, nr. 10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 1157-96/97, nr. 11.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 25 en 26 maart 1998.

Senaat.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1-1023-1997/1998, nr. 1. — Evocatie op 23 april 1998. — Amendementen, 1-1023-1997/1998, nrs. 2 en 3. — Verslag, 1-1023-1997/1998, nr. 4. — Tekst aangenomen door de commissie, 1-1023-1997/1998, nr. 5. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1-1023-1997/1998, nr. 6. — Beslissing van de parlementaire overlegcommissie, 1-82/32.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 15 en 16 juli 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, 1157-96/97, nr. 12. — Amendementen, 1157-96/97, nrs. 13 tot 15. — Verslag, 1157-96/97, nr. 16. — Tekst aangenomen door de commissie, 1157-96/97, nr. 17. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 1157-96/97, nr. 18.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 28 en 29 oktober 1998.

Senaat.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1-1023-1997/1998, nr. 7. — Verslag, 1-1023-1997/1998, nr. 8. — Tekst aangenomen door de commissie, 1-1023-1997/1998, nr. 9. — Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer van volksvertegenwoordigers opnieuw geamendeerde ontwerp, 1-1023-1997/1998, nr. 10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 november 1998.